### Séance de rentrée de l'Association des Juristes Praticiens du Droit Social

Bruxelles, vendredi 1er octobre 20010

\* \* \*

### Droits de l'homme et droit du travail

\* \* \*

Françoise Tulkens
Juge à la Cour européenne des droits de l'homme
Présidente de la Deuxième Section

\* \* \*

PLAN\*

### Introduction

## I. La Convention européenne des droits de l'homme « perméable » aux droits sociaux

## Les pères fondateurs

Les droits civils et politiques classiques

#### Un cloisonnement illusoire

Airey c. Irlande, arrêt du 9 octobre 1979

### Des percées impressionnantes

Siliadin c. France, arrêt du 20 juillet 2005 Sidabras et Dziautas c. Lituanie, arrêt du 27 juillet 2004 Gaygusuz c. Autriche, arrêt du 16 septembre 1996 Koua Poirrez c. France, arrêt du 30 septembre 2003

## Le dialogue des instruments et des juges

Stec c. Royaume-Uni, décision du 6 juillet 2005 et arrêt du 12 avril 2006 (GC) Havelka et autres c. République tchèque, arrêt du 21 juin 2007

# II. La Convention européenne des droits de l'homme et les relations individuelles de travail

## A. Les aspects procéduraux

Obermeier c. Allemagne, arrêt du 28 juin 1990 (applicabilité de l'article 6 CEDH) Delgado c. France, arrêt du 14 novembre 2000 (délai raisonnable) Kudla c. Pologne, arrêt du 26 octobre 2000 (GC) (recours interne efficace) A.B. Kurt Kellermann c. Suède, arrêt du 26 octobre 2004 (impartialité du juge)

# B. Les aspects substantiels

## Article 10 CEDH. La liberté d'expression

Fuentes Bobo c. Espagne, arrêt du 29 février 2000 Aguilera Jiménez et autres c. Espagne, requête pendante devant la Grande Chambre

<sup>\*</sup> Le texte des arrêts et décisions mentionnés ci-dessus est disponible sur le site internet de la Cour européenne des droits de l'homme, dans la base de données *Hudoc*, à l'adresse suivante : www.echr.coe.int/echr/fr/hudoc

#### Article 14 CEDH. L'interdiction de la discrimination

combiné avec l'art. 1 du Prot. 1 : *Gaygusuz c. Turquie*, arrêt du 16 septembre 1996 (nationalité) combiné avec l'art. 4 § 3 a) : *Stummer c. Autriche*, requête pendante devant la Grande Chambre (travail des détenus)

o Protocole n° 12 à la CEDH (adopté à Rome, le 4 novembre 2000 ; entré en vigueur le 1er avril 2005)

# Article 8 CEDH. Le droit au respect de la vie privée et familiale

### Le droit à la vie privée

Niemietz c. Allemagne, arrêt du 16 décembre 1992 (vie privée sociale)

Copland c. Royaume-Uni, arrêt du 3 avril 2007 (nouvelles technologies de communication)

Obst c. Allemagne, arrêt du 23 septembre 2010 (licenciement de salariés d'églises)

Schüth c. Allemagne, arrêt du 23 septembre 2010 (idem)

Sidabras et Dziautas c. Lituanie, arrêt du 27 juillet 2004 (anciens agents du KGB)

Raynus et Gasparavicius c. Lituanie, arrêt du 27 juillet 2004 (idem)

## Article 1 du Protocole n° 1 CEDH. Le droit au respect des biens

Lallement c. France, arrêt du 11 avril 2002 (expropriation et perte de l'outil de travail) Dogan et autres c. Turquie, arrêt du 29 juin 2004 (expulsion des habitants d'un village)

# III. La Convention européenne des droits de l'homme et les relations collectives de travail

## A. L'appartenance syndicale

Tün Haber Sen et Cinar c. Turquie, arrêt du 11 février 2006 (droit de faire partie d'un syndicat)

Sijurdur A. Sigurjonsson c. Islande, arrêt du 30 juin 1993 (droit de ne pas faire partie d'une association)

Sorensen et Rasmussen c. Danemark, arrêt du 11 janvier 2006 (GC) (droit de ne pas adhérer à un syndicat)

Vordur Olafsson c. Islande, arrêt du 27 avril 2010 (droit syndical négatif de l'employeur)

Danilenkov et autres c. Russie, arrêt du 30 juillet 2009 (se désyndicaliser)

Associated Society of Locomotive Engineers & Firemen (ASLEF) c. Royaume-Uni, arrêt du 27 février 2007 (droit d'un syndicat de ne pas compter parmi ses membres un salarié militant par ailleurs dans un parti politique d'extrême droite)

# B. Les droits d'action collective

Gustafsson c. Suède, arrêt du 25 avril 1996 (droit de négocier)

Wilson et autres c. Royaume-Uni, arrêt du 2 juillet 2002 (incitations financières pour pousser à renoncer aux droits syndicaux)

Demir et Baykara c. Turquie, arrêt du 12 novembre 2008 (GC) (droit de négociation collective)

Schmidt et Dahlström c. Suède, arrêt du 6 février 1976 (droit de grève)

Unison c. Royaume-Uni, décision du 10 janvier 2002 (idem)

Fédération des syndicats de travailleurs offshore c. Norvège, décision du 27 juin 2002 (idem)

Karaçay c. Turquie du 27 mars 2007 (idem)

Satilmis et autres c. Turquie, arrêt du 17 juillet 2007 (idem)

Enerji Yapi-Yol Sen c. Turquie, arrêt du 21 avril 2009 (idem)